

Les journées de la
coopération UE - Liban

**Développement
économique**



Les journées de la coopération UE - Liban

Développement économique



2010-
2013

Soutien aux réformes III 2009

€ 8 000 000

Budget: €8 000 000. Durée du projet: 2010-2013. Partenaires chargés de la mise en œuvre: Bureau d'Administration (PAO) à la Présidence du Conseil des Ministres. Bénéficiaires: le ministère des Finances, l'administration des douanes, les exportateurs, les importateurs et la société civile en général.

L'adhésion du Liban à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les efforts de réformes requis sont jugés essentiels pour renforcer la compétitivité et réduire les coûts liés aux affaires dans le pays. La croissance économique et la compétitivité du Liban sont entravées par les coûts importants d'importation, d'exportation et des transactions qui font obstacle à une plus grande intégration commerciale et aux marchés plus efficaces. En outre, un élément clé dans les plans actuels de réformes budgétaires du gouvernement libanais est la création d'un système fiscal moderne et d'une administration capable d'une gestion efficace et efficiente des taxes. Ce programme de l'UE vise à assurer de meilleures conditions pour la croissance économique, faciliter l'adhésion à l'OMC à travers la simplification et l'intégration des procédures douanières et améliorer la situation budgétaire du gouvernement en modernisant la collecte des impôts en la rendant plus efficace et plus juste.

Un jumelage a été signé avec l'agence des douanes italiennes afin de travailler conjointement tout au long des 18 mois, pour intégrer et moderniser le système libanais de dédouanement. En outre, d'importants équipements seront fournis pour créer un Centre d'Appels pour les Contribuables afin d'assurer aux contribuables un service plus accueillant et à l'écoute du client. Un autre système de jumelage est en cours de préparation avec un État Membre de l'UE afin de renforcer et de moderniser conjointement les systèmes de gestion des finances publiques au Liban.

2009-
2014

Renforcement de la compétitivité du secteur privé

€ 14 000 000

Budget: €14 000 000. Durée du projet: 2009-2014. Partenaires chargés de la mise en œuvre: le ministère de l'Économie et du Commerce, le ministère de l'Industrie – l'Institut de Recherches Industrielles, le Centre Euro-libanais de Modernisation Industrielle, Kafalat. Bénéficiaires: les petites et moyennes entreprises libanaises (PME) et les entreprises nouvelles, les jeunes ou les nouveaux entrepreneurs.

Ce programme vise à améliorer la compétitivité du secteur privé libanais. Ce projet renforcera les exportations libanaises, créera des emplois et de nouvelles PME compétitives, et ce, en assurant un environnement plus favorable aux affaires, en favorisant la capacité avant-gardiste des entreprises et en améliorant la conformité des produits et services libanais aux normes internationales. Les principales actions de ce programme sont : la fourniture d'une assistance technique au gouvernement libanais pour faciliter les affaires et simplifier les procédures légales et administratives ; la création d'un plan financier avec Kafalat en vue de promouvoir les investissements dans des entreprises innovantes ; le financement de trois Centres d'Aide aux Entreprises sur tout le territoire libanais pour incuber les nouvelles PME et entreprises en démarrage ; la fourniture d'une assistance technique aux PME pour les aider à innover leur production et leur accès à de nouveaux marchés ; et le soutien à l'amélioration de la qualité du cadre juridique et institutionnel libanais couvrant la standardisation, l'accréditation, l'évaluation de la conformité et la protection des consommateurs.

Ces activités ont déjà donné, entre autres, les résultats suivants:

Un projet commun avec la Société Financière Internationale – SFI (Banque Mondiale) aidera à moderniser le Registre Commercial de Beyrouth, en simplifiant l'enregistrement des sociétés et en aidant à transférer ce processus sur internet. Il renforcera également le régime de règlement de la dette et d'insolvabilité afin de permettre aux sociétés en difficulté de se réorganiser ou de se retirer du



marché, ce qui favorisera la continuité des affaires et sauvera des emplois. Enfin, ce projet soutiendra la création d'un cadre juridique moderne qui permettra aux banques d'augmenter le volume des prêts aux PME en se basant sur des prêts garantis par des biens mobiliers, tels que des équipements, un inventaire et des comptes débiteurs. Cette initiative aidera les petites entreprises qui ne possèdent peut-être pas d'actifs immobiliers à accéder à des financements.

Un système de chèques-services qui a été créé avec l'Institut de Recherche Industrielle octroie des subventions pouvant s'élever à €10 000 à environ 20 petites et moyennes entreprises afin d'adapter la recherche et l'innovation à leurs produits et services. Le projet innovateur de chèques-services financé par l'UE octroie des subventions s'élevant à € 10 000 (www.cit-lb.org).

Un projet de jumelage a été signé avec la « British Standards Institution – BSI » afin d'améliorer et de moderniser les institutions et lois libanaises sur la qualité; et afin de promouvoir la sensibilisation sur ces thématiques.

Un Fond de Garantie de Prêts a été créé en partenariat avec Kafalat afin de faciliter l'accès aux financements des petites et moyennes entreprises et des entreprises innovantes en démarrage .

Un soutien est accordé à l'Association Libanaise des Franchiseurs afin que les Franchises Libanaises soient un moteur de croissance au Liban et à l'étranger.

Depuis
2002

Le volet de la création d'emplois – le fonds économique et social pour le développement (ESDF)

€ 21 000 000

Le Volet de la Création d'Emplois

L'unité de la création d'emplois de l'EFDS vise à faciliter l'accès au financement et à créer des emplois, en accordant des prêts aux Petites et Moyennes Entreprises (PME). Cela se fait par le biais de banques commerciales partenaires, dont les activités durables ont un effet considérable sur la réduction de la pauvreté. Les projets financés couvrent les secteurs de l'agriculture, du commerce, des services et de l'industrie, et sont répartis sur l'ensemble du territoire libanais.

Les principaux partenaires sont:

- Les banques partenaires compétentes, qui agissent comme des intermédiaires qui canalisent les prêts ajustés à des conditions préférentielles. Les banques sont sélectionnées à travers une procédure d'appel d'offres selon leur compétence, leur solidité financière et leur proximité.
- Des Conseillers en affaires (BDS) soutiennent les propriétaires de PME qui n'ont pas assez d'expérience dans la façon de traiter avec les banques et de préparer des dossiers de crédit acceptables. Ils assurent également une formation technique aux bénéficiaires de l'EFDS

Depuis 2002

- Nombre de prêts: 7,038
- Nombre d'emplois créés: 4,649
- Nombre de nouvelles entreprises: 756
- Femmes entrepreneurs: 1,147
- Valeur des prêts: 104, 916, 526,924 LL
- 30 emplois en moyenne par mois

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement économique



ALLEMAGNE

2007-
2014

La promotion de l'éducation professionnelle et le développement des petites et moyennes entreprises au liban – DSME (2007-2014)

€ 14 000 000

L'économie libanaise est affectée par la concurrence accrue des fabricants étrangers, ce qui rend la reconstruction et le développement économique encore plus difficiles. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME), en particulier, sont les premières à en souffrir. Le marché de l'emploi manque d'opportunités pour les jeunes adultes et les employés semi-qualifiés. Parallèlement, on constate une demande croissante de main-d'œuvre bien formée et de cadres intermédiaires. L'éducation et la formation jouent donc un rôle primordial dans le développement économique du Liban. A l'instar des autres systèmes d'éducation et de formation dans la région MENA, le système libanais est obsolète et déconnecté des besoins du marché. Par conséquent, le secteur privé a des difficultés à recruter des jeunes professionnels qualifiés, alors que ce même secteur ne joue qu'un faible rôle dans leur formation. En outre, la mauvaise image du public à l'égard de la formation professionnelle fait que les jeunes ne sont guère intéressés par une carrière dans ces domaines.

Afin de remédier à cette situation, les institutions publiques et privées au Liban doivent travailler ensemble pour façonner et promouvoir une formation professionnelle coopérative. La GIZ joue un rôle de soutien à travers son programme DSME lié au Système Double (formation initiale), Meister (maîtres-artisans) et aux petites et moyennes entreprises. Elle joue un rôle de conseil auprès du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur, de la Direction Générale de l'Enseignement Professionnel et Technique et de la Fédération des Chambres de Commerce, et elle travaille avec des chambres et associations régionales, des écoles professionnelles et des établissements de formation des enseignants.

Le programme dure de 04/2007 à 03/2014.

Les objectifs du projet:

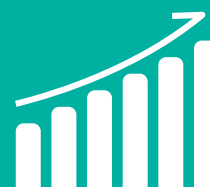
Le gouvernement et le secteur privé élaborent conjointement la formation professionnelle coopérative (double).

Les objectifs spécifiques sont:

- Fournir des services consultatifs aux décideurs
- Appliquer les programmes du Système Double
- Exécuter les programmes Meister
- Aider à développer la Formation de Formateurs
- Soutenir le développement des Petites et Moyennes Entreprises

Objectifs réalisés à ce jour:

- 28 écoles publiques et privées offrent une formation professionnelle coopérative initiale dans huit professions.
- La demande est à la hausse : durant l'année scolaire 2012/2013, environ 1,700 jeunes ont assisté à une formation double et plus de 750 sociétés ont offert des postes d'apprentissage.
- Environ deux-tiers des apprentis qualifiés ont immédiatement trouvé un emploi ou ont décidé de poursuivre leurs études.
- 4 écoles offrent également une formation continue de Meister dans quatre professions différentes. A ce jour, 200 participants ont réussi leurs examens dans ce domaine.
- Le Système Double et la qualification Meister sont tous deux accrédités par l'État et intégrés dans la législation.
- En 2012, l'établissement de formation des enseignants IPNET a tenu la deuxième session de formation pour le personnel enseignant travaillant sur le système double. 140 enseignants ont reçu une formation technique en collaboration avec le secteur privé libanais.



- Depuis 2011, les chambres régionales travaillent sur la création d'une formation à court terme orientée vers la demande destinée à leurs membres et traitant de sujets techniques et non-techniques.
- Depuis 2012, les chambres régionales du commerce participent à la promotion du Système Double et du Meister en fournissant des informations et des services d'orientation à leurs membres et aux personnes intéressées en général.

Coordonnées:

Sonia Fontaine

(Gestionnaire du Programme)

Direction Générale de l'Enseignement Professionnel

Nafaa Street, Dekwaneh

T / F + 961 (0)1 - 692 794

site web: www.dsme-lb.com

2012

Mairie de menjez

€ 14 753

2012

SES – senior experten service - renforcement des capacités

Description du projet: Senior Experten Service (SES) est la fondation de l'industrie allemande pour la coopération internationale (Stiftung der deutschen Wirtschaft für internationale Zusammenarbeit). Il s'agit d'une organisation à but non lucratif. SES offre aux retraités intéressés, l'opportunité de transmettre leurs compétences et leurs connaissances à d'autres personnes, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Ces derniers travaillent à titre bénévole en tant qu'experts confirmés, afin d'aider à former les travailleurs spécialisés et le personnel de gestion. Ils aident les autres à s'aider eux-mêmes – il s'agit d'une contribution visant à sauvegarder une petite partie de l'avenir. C'est un système qui profite à toutes les parties prenantes.

Objectifs du projet: Les experts confirmés travaillent en général dans de petites et moyennes entreprises, avec les fournisseurs de formation professionnelle, des prestataires de services de soin de santé et même avec des organisations et institutions telles que l'Agence Allemande pour la Coopération Internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GIZ).

La durée de ces missions généreuses varie en général entre trois et six semaines, leur durée maximale étant de six mois. Un expert confirmé peut être sollicité pour effectuer des missions de suivi – afin d'assurer la durabilité de son travail. Nos experts confirmés, qui sont plus de 1000 issus de la communauté active des retraités, travaillent entièrement à titre bénévole, et aident les gens à s'aider eux-mêmes. Que ce soit dans les petites et moyennes entreprises, les métiers qualifiés, les entreprises artisanales, les grandes organisations ou les autorités locales, ils offrent leur aide et leurs conseils, en mettant à profit leur expérience et connaissances dans plus de 50 secteurs différents. La devise de SES est: l'avenir a besoin d'expérience!

Réalisations: Au Liban, la SES a réalisé 60 missions à ce jour. La majorité des missions jusqu'à présent entrent dans le cadre des formations professionnelles. La SES pourrait donc apporter une valeur ajoutée aux différents secteurs du marché local.

Helen Staude

Représentante de la SES au Liban

Portable: +961 71 951 621

Courriel: ses.lebanon@googlemail.com

Page web: www.ses-bonn.de

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement économique



2012

ITALIE

Gestion des finances publiques

€ 10 701 000

Renforcement des Capacités des Marchés Publics (€ 452 000 comme subvention)

Mis en œuvre par: le gouvernement libanais

Le projet vise à renforcer les capacités des institutions publiques libanaises à développer et mieux gérer les fonctions d'approvisionnement public. Cet objectif devrait être atteint en fournissant au secteur public libanais une source durable de formation spécialisée de haute qualité et en renforçant les capacités du personnel et des formateurs de l'Institut de Finance afin qu'ils puissent transférer des connaissances développées. La valeur ajoutée de ce projet résulte de la focalisation sur des procédures qui prennent en considération l'adoption de politiques éthiques et environnementales favorisant l'utilisation de biens écologiques.

Soutien à la réforme des finances municipales au Liban pour améliorer le développement local

(€ 1 749 000 comme subvention)

Mis en œuvre par: le gouvernement libanais

L'objectif général de ce projet est d'améliorer le lien entre les municipalités et leur administration centrale, en traitant la question des finances municipales, afin de promouvoir durablement la prestation de services au niveau local. Le projet cible des enjeux de réformes critiques tels que la création d'un fond de développement municipal, le renforcement du cadre des finances municipales et l'octroi de subventions de développement municipal réformiste.

La phase qui suivra le renforcement des capacités des administrateurs locaux et des subventions pour le développement, sera lancée sur base concurrentielle.

Infrastructure de technologies de l'information sécurisée pour la banque du liban

(€ 8, 500,000 Comme prêt bonifié)

Le projet (prolongement d'une phase précédente) vise à contribuer au renforcement du système financier et commercial libanais à travers l'introduction de technologies avancées capables de garantir une sécurisation totale des transactions financières électroniques. Cela permettra de promouvoir le développement des services électroniques au Liban tels que les Services Bancaires et les Informations Electroniques Sécurisées et l'Infrastructure de Technologies de l'information Sécurisée - SeBIL/SITI II.

Soutien au secteur privé, à la compétitivité et à l'environnement des affaires

€ 300 000

Le développement des affaires et la promotion des investissements (€ 300 000 comme subvention)

Mis en œuvre par: ONUDI

L'objectif final de ce projet est la promotion de la croissance économique au Liban à travers le soutien à l'emploi et aux activités rémunératrices. Ces mesures sont spécifiquement mises en œuvre par l'ONUDI afin de promouvoir les investissements dans le logement, créer de nouvelles entreprises et soutenir leur croissance et leur dimension internationale.



ROYAUME-
UNI

Budget de programme bilatéral – renforcement des capacités et du partenariat dans le marché public – juin 2012

€ 6 500

Trois participants de l'Institut Libanais des Finances ont effectué une visite au Royaume-Uni en juin 2012 afin de se familiariser avec le travail du « Chartered Institute for Purchasing & Supply » (CIPS) dans le but d'élaborer un calendrier de renforcement des capacités en matière d'approvisionnement public au Liban. La délégation s'est faite une idée sur la formation et les qualifications en matière d'approvisionnement, notamment les programmes d'accréditation de la CIPS, la méthodologie de formation, les approches d'apprentissage et les initiatives de coopération internationale. La délégation est dorénavant consciente des différentes options disponibles pour le développement de programmes de formation à l'accréditation au Liban et les évalue en vue de commencer à les appliquer l'année suivante. Une coopération institutionnelle solide et durable s'est développée entre l'Institut des Finances et la CIPS, assurant de la sorte, la poursuite du partage des informations.



FRANCE

Des fonctionnaires libanais mieux formés aux enjeux d'aujourd'hui

€ 15 000

Le programme de formation des fonctionnaires, mis en œuvre par l'Institut des Finances Basil Fuleihan, a pour objectif de former les cadres dirigeants de la Fonction Publique libanaise à la gestion moderne du budget de l'État, des outils de contrôle et de performance, et du pilotage du changement, en partageant les meilleures pratiques européennes en matière de gestion des finances publiques. Ce programme de formations dispensées par l'École Nationale d'Administration française se déroulera de mars à juin 2013 et concernera une cinquantaine de hauts fonctionnaires.

Quatre thèmes seront abordés dans le cycle 2013 :

- les finances publiques, outil de modernisation et de performance de l'État,
- évaluation et mobilisation des ressources douanières et fiscales,
- conduire le changement dans l'administration,
- réalités économiques de la corruption.

Ce programme est financé par le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France.

Soutien au développement du réseau GIFT-MENA (governance institutes forum for training – middle east and north africa)

€ 450 000

Le réseau GIFT-MENA (Governance Institutes Forum for Training – Middle East and North Africa), lancé à Beyrouth par l'Institut des Finances Basil Fuleihan en mars 2006 à la demande du Ministère des Finances libanais, a pour mission de promouvoir l'échange et la coopération entre ses membres afin de mieux accompagner les programmes de réformes et le développement institutionnel des pays de la région. Ce réseau compte actuellement 45 institutions membres, et 9 membres associés dont des organisations régionales arabes, des organisations internationales et des institutions en Europe. Son secrétariat général a son siège à l'Institut des Finances (IdF) à Beyrouth.

La Direction générale du Trésor du Ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, via son opérateur Adetef, apporte son soutien financier au développement du réseau à hauteur de 450 000 euros pendant 4 ans, de 2010 à 2013.

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement économique

L'appui au réseau comprend :

- le soutien au fonctionnement du secrétariat général du réseau pendant 4 ans.
- le développement d'une plateforme d'échanges entre les membres du réseau (site internet, espace de travail collaboratif, médiathèque) ;
- le développement des échanges d'experts et de formateurs entre les membres du réseau ;
- le renforcement des capacités institutionnelles des membres du réseau ;
- de développement des modules de formations et la formation des formateurs régionaux dans le domaine de la gouvernance économique et financière.

Modernisation des capacités administratives et opérationnelles de l'administration fiscale libanaise

€ 1 850 000

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) gère un jumelage européen visant à aider l'administration fiscale libanaise à « moderniser ses capacités administrative et opérationnelle » dans le cadre du 3e volet du programme européen d'Appui aux Réformes (STR III). Le programme doit durer 18 mois (2012-2013).

Les 5 composantes de ce projet portent sur :

- la réorganisation de l'administration fiscale ;
- l'amélioration de la gouvernance fiscale ;
- la mise en place d'un centre d'appels ;
- la mise en place d'une solution de reprise d'activité en cas de sinistre ;
- et le soutien aux procédures de passation de marchés publics.

Établie de longue date, la coopération de la DGFIP avec le Liban, est très dense (nombreuses actions bilatérales sur la base d'un programme défini conjointement avec les autorités libanaises et conduites suite à deux précédents jumelages dont le succès a été salué des deux côtés de la Méditerranée) et vient de franchir une étape supplémentaire dans la collaboration entre les deux administrations. La contribution de l'Union européenne pour ce projet est de 1 850 000 euros.

Appui aux porteurs de projets d'activités génératrices de revenus (AGR)

€ 165 000

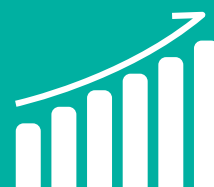
Dans le cadre de son Fonds Social de Développement 2011-2012, la France a soutenu l'action de deux associations visant à mettre en place d'activités génératrices de revenus : l'association Fair Trade Lebanon (80 000 euros) et l'association ALPHA à (22 000 euros).

Fair Trade Lebanon a mené un projet de développement de la filière oléicole au sein de la coopérative de production agro-alimentaire des femmes de Aïn Ebel (Sud-Liban) au bénéfice de la coopérative des oléiculteurs de Qleyaa : aménagement des locaux, achat d'équipements, formations, procédures de certification.

ALPHA a mis en œuvre un projet de développement agricole et économique au profit d'une coopérative d'agriculteurs à Tibnine (Sud-Liban) : achat d'équipement et formations.

Ces projets, toujours en cours de réalisation (période d'exécution 2011-2013) permettent aux producteurs et en particulier aux femmes de passer d'une activité informelle à une activité formelle génératrice de revenus stables.

2011-
2012



2011 -
2013

ESPAGNE

RAEDAT: soutien à l'autonomisation économique des femmes en tant qu'agents du changement en faveur d'un développement équitable au nord du Liban
€ 281 000

L'objectif économique de ce projet est de promouvoir l'autonomisation économique des femmes au nord du Liban afin de renforcer leur participation à la réalisation d'un modèle de développement équitable dans la région. Des sessions de sensibilisation ouvertes au grand public, hommes et femmes, seront organisées dans le cadre de ce projet afin d'expliquer le potentiel des femmes en tant que qu'agents du développement, dans le but d'encourager l'évolution des comportements à l'égard de leur rôle dans la société. En outre, un processus de sélection concernant les femmes ayant fait preuve d'esprit entrepreneurial sera lancé; ces femmes bénéficieront de formations en comptabilité en compétences de gestion ainsi que de formations techniques personnalisées portant sur des questions juridiques, le développement de plans d'investissements, etc. D'autre part, des sessions similaires seront organisées et s'adresseront aux femmes qui ont déjà créé leur propre entreprise mais ont besoin de formation supplémentaire pour améliorer et renforcer leur entreprise, pavant la voie au recrutement d'autres femmes. Ce projet prévoit également de soutenir les jeunes femmes à la recherche de leur premier emploi et fournir des formations sur la préparation de CV et d'entretiens, afin de faciliter l'emploi de jeunes femmes formées. Enfin, une foire à l'emploi sera organisée en tant qu'activité qui aide à promouvoir le dynamisme économique dans la région du nord en général; de tels événements n'étant organisés que rarement dans cette région à cause de leur prédominance à Beyrouth.

